

Evolution comparée des filières avicoles chair et ponte en Pologne, Hongrie et République tchèque : Contexte et facteurs de compétitivité.

Note de synthèse

Le 1er mai 2004 a eu lieu le plus grand élargissement qu'ait connu l'Union Européenne, avec l'adhésion de 10 Nouveaux Etats Membres (NEM). La Pologne, la Hongrie et la République tchèque représentent à eux seuls 87% de la production de viande de volaille des NEM et 81% de la production d'œufs de consommation.

La Pologne est le pays dont la production de volailles est la plus dynamique : avec une augmentation de la production de 57% entre 2000 et 2004, elle est aujourd'hui le sixième producteur de viande de volaille de l'UE à 25.

Des études réalisées par l'ITAVI en 1997 et 1998, au lendemain de la transition de ces pays vers une économie de marché, faisaient ressortir un avantage certain pour les filières hongroises et tchèques : performances techniques proches des performances des élevages de l'Ouest, bonne structuration des filières et pour la Hongrie, niveau de soutien des pouvoirs publics élevé à l'agriculture et une bonne compétitivité pour les matières premières végétales. Pour la Pologne, le bilan était plus mitigé : filières encore peu organisées, performances techniques inférieures aux standards de l'UE-15, coûts de production supérieurs aux coûts hongrois et tchèques, mises aux normes (sanitaires notamment), plus difficiles à réaliser pour la Pologne ; les filières hongroises et tchèques étaient à cette époque proches des niveaux de technicité des filières de l'Ouest.

L'objectif du travail réalisé en 2005 était donc d'analyser les évolutions de ces filières, et notamment les dynamiques de marché (évolutions de la consommation, de la production et des échanges), l'organisation des filières, le niveau de performances atteint dans les élevages et l'évolution des coûts de production afin d'apprécier le niveau de compétitivité des filières polonaises, hongroises et tchèques et d'analyser les impacts de l'élargissement.

Des indicateurs macroéconomiques plutôt favorables malgré quelques faiblesses

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, intégrées dans le bloc soviétique, ont adopté une économie centralement planifiée et connu une collectivisation des moyens de production, et de la terre, excepté en Pologne où plus de 80% des terres sont restés propriété des petits agriculteurs. La transition économique vers une économie de marché a été relativement rapide pour ces trois pays.

Les trois pays affichent une reprise de la croissance depuis 2002 pour la République tchèque et la Pologne, et depuis 2003 pour la Hongrie. En 2005, le taux de croissance est resté élevé, supérieur à 4% pour la Hongrie et la République tchèque, malgré un ralentissement en Pologne.

Les gouvernements des trois pays sont parvenus à maîtriser le taux d'inflation à un niveau acceptable, malgré une légère hausse en 2004, due à des achats massifs dans les mois précédents l'adhésion par crainte d'une augmentation des prix à la consommation. Cette maîtrise de l'inflation semble confirmée par les premières estimations pour 2005 (+ 0.7% en Pologne, + 3 à 3.5% en Hongrie).

Le niveau des salaires reste très inférieur aux salaires moyens de l'UE à 15. Les salaires minimums ont évolué plus rapidement en République tchèque et en Hongrie. La Pologne enregistre la plus faible progression, avec une augmentation de 2% seulement entre 2003 et 2005 (410 € en 2005). Le coût horaire de la main d'œuvre est plus faible en Pologne en 2003, alors qu'en 1998, il était plus faible en Hongrie et en République tchèque.

L'économie polonaise reste marquée par un taux de chômage approchant 20% (mais avec une tendance à l'amélioration en 2005 (17.5% en novembre 2005)). La Hongrie peine à assainir ses finances publiques : avec un déficit public de l'ordre de 6.1% du PIB estimé en 2005, et une hausse attendue par certains experts à 8% en 2006, la Hongrie ne remplit pas les exigences requises pour l'adoption de l'euro.

La contribution de l'agriculture dans le PIB varie de 2.1% en République tchèque à 3.6% en Hongrie, alors que la part de la population active travaillant dans le secteur agricole atteint 19% en Pologne contre 4% en République tchèque et 5.5% en Hongrie ; cette faible productivité de la main d'œuvre agricole polonaise, couplée au taux de chômage très élevé, rend difficile la mise en œuvre de mesures réellement efficaces pour restructurer le secteur agricole.

Une consommation de volailles et d'œufs dynamique

Ces trois pays sont traditionnellement consommateurs de viande blanche et la viande de porc reste toujours la première viande consommée en Pologne et République tchèque. La tendance actuelle est à la substitution de la viande porcine au profit de la viande de volaille dans les charcuteries notamment. La consommation de viande de volaille, déjà élevée en Hongrie en 1997 a poursuivi sa croissance jusqu'en 2000 et semble depuis se stabiliser aux alentours de 33 – 35 kg par habitant et par an. En République tchèque, la consommation moyenne individuelle atteint 24 kg en 2004. La consommation polonaise a augmenté de 63% entre 1997 et 2004, pour dépasser 21 kg en 2004.

La Hongrie et la République tchèque présentent les niveaux de consommations d'œufs les plus élevés parmi les pays de l'UE à 25 (respectivement 296 et 243 œufs /personne en 2004), malgré une orientation à la baisse de la consommation tchèque, alors que la Pologne affiche encore un niveau de consommation (212 œufs) inférieur à la moyenne des pays de l'UE à 15, malgré une orientation à la hausse sur les dernières années.

Une production polonaise de volailles et d'œufs en forte croissance

La production de viande de volaille a très fortement augmenté en Pologne entre 1998 et 2004 (+ 76%) ; les productions de viande de poulet et de viande de dinde constituent les principaux moteurs de la production avicole. En Hongrie et en République tchèque, l'augmentation de la production est plus modérée (+ 9% en Hongrie et + 16% en République tchèque entre 1998 et 2004). La production hongroise se diversifie de plus en plus en relation avec une croissance de la demande à l'exportation sur les volailles secondaires. Au contraire, la République tchèque s'est spécialisée dans la production de poulet de chair qui représente en 2004 93% de la production avicole. En Pologne, la production de viande de poulet est majoritaire mais on remarque depuis 1998 une progression de la production de dinde.

Evolution de la production de viande de volaille (en Milliers de TEC) : *(sources offices nationaux de statistiques)*

	1998	2001	2004*
Pologne	520	695	915
Hongrie	433.6	466.4	459.7
République tchèque	241	312.5	304

* : Hongrie et République tchèque : chiffres de 2003

La Pologne a enregistré la plus importante augmentation de production d'œufs de consommation entre 1997 et 2004. La République tchèque était un pays dynamique pour la production d'œufs de consommation, mais depuis 1999 les volumes produits sont en baisse.

En 2004, la République tchèque était à peine autosuffisante en œufs de consommation. La Hongrie affiche une production relativement stable depuis 1999.

Evolution de la production d'œufs de consommation (en milliers de pièces)

Source : BTT, IERiGZ, VUZE

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Pologne	7 193	7 140	7 439	7 912	8 754	9 090	9 123
Hongrie	3 439	3 251	3 230	3 339	3 454	3 507	ND
République tchèque	3 600	3 307	3 064	3 190	3 150	2 626	2 500

Renforcement des échanges avec l'UE à 15 sur les dernières années

La Hongrie et la Pologne sont autosuffisantes en viande de volaille. Pour la Pologne, le seuil d'autosuffisance a été atteint en 1999. La République tchèque est au contraire de plus en plus importatrice nette avec une production en diminution depuis quelques années et des importations en hausse. Les exportations des trois pays sont globalement en hausse en volume sur les dernières années (+ 9% de 1999 à 2004), les exportations polonaises étant les plus dynamiques (+160%). Les importations progressent également tirées par les achats tchèques (+280% en cinq ans).

Evolution du taux d'autosuffisance en viande de volaille en Pologne, Hongrie et République tchèque (en %) :

(Source : BTT, VUZE, IERiGZ)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Pologne	99	107	105	103	103	111	105
Hongrie	160	153	133	133	137	137	Nc.
Rép. tchèque	98	98	96	98	95	95	92

L'UE à 15 est un partenaire commercial essentiel dans les échanges de viandes de volailles, dont le poids s'est renforcé sur les cinq dernières années : les exportations des trois pays vers l'UE représentaient 57% des exportations totales en 1999 et 62% en 2004, et l'UE assurait 32% des approvisionnements des trois pays en 1999, contre 71% cinq ans plus tard. Le solde des échanges des trois pays avec l'UE à 15. demeure positif mais a nettement évolué en faveur de l'UE à 15 (52 400 T d'export net des 3 pays en 2004 contre 82 500 T en 1999). Le solde des échanges avec l'UE à 15 est négatif en 2004 pour la République tchèque(- 9 000 T), alors qu'il demeure positif pour la Pologne (+ 7 500 T) et la Hongrie (+ 54 000 T), bien qu'en diminution sur les cinq dernières années.

La Pologne est devenue autosuffisante en œufs de consommation en 1999. La République tchèque, dont le niveau d'autosuffisance était juste atteint jusqu'en 2004, n'est plus autosuffisante depuis cette date. Le seuil d'autosuffisance de la Hongrie est en diminution constante depuis 1998.

Evolution du taux d'autosuffisance en œufs de consommation en Pologne, Hongrie et République tchèque (en %) :

Source BTT, IERiGZ, VUZE

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Pologne	99	107	105	103	103	111	105
Hongrie	110	103	102	102	101	101	Nc
Rép. tchèque	101	103	100	100	102	101	99

Depuis 1999, on observe globalement un développement des échanges d'œufs et d'ovoproduits des trois pays étudiés, avec un dynamisme particulièrement net des exportations polonaises, et à l'inverse un développement des importations hongroises et surtout tchèques, la République tchèque affichant un solde commercial global œufs et ovoproduits négatif en 2004.

Un niveau d'organisation des filières inégal selon les pays

Dans les trois pays étudiés, avant 1989, les activités d'amont (sélection, accoupage, fabrication d'aliment) et d'aval (abattage, transformation, distribution, import, export) relevaient de l'Etat et faisait l'objet d'une planification centrale. En Hongrie et en République tchèque, les groupes ont souvent hérité de l'activité des anciens complexes d'Etat et conservé une activité dans chacun des maillons de la filière. En Pologne en revanche, peu de groupes supervisent l'ensemble des maillons de la filière. Les structures des élevages polonais caractérisées par une large domination des petites exploitations individuelles contrastaient fortement avec les formes collectives de statut coopératif ou étatique qui dominaient dans les autres pays du bloc soviétique.

La filière de volaille de chair est très concentrée dans les trois pays : en Pologne, quatre opérateurs représentent 40% de parts de marché. En République tchèque, seulement deux opérateurs représentent 70% des parts de marché.

Principaux groupes volaillers en Pologne, Hongrie et République tchèque

(Sources : Missions économiques des pays concernés, sites internet des groupes, entretiens)

Pologne		Hongrie		République tchèque	
Groupe	Capitaux	Groupe	Capitaux	Groupe	Capitaux
DROSED	France (LDC)	CARNEX	France Hongrie	AGROPOL GROUP	Rép. tchèque
INDYKPOL	Etats-Unis Pologne	GALLICOOP	Royaume-Uni Hongrie	XAVEROV	Rép. tchèque
DROBIMEX	Allemagne (Wiesenhof)	SAGA FOOD	Royaume-Uni (B. Matthews)		
ANIMEX	Etats-Unis (Smithfield Food)	MASTER GOOD	Hongrie		

Dans les trois pays étudiés, coexistent deux filières œufs de consommation, l'une constituée par des basses cours et produisant essentiellement pour l'autoconsommation, l'autre constituée d'exploitations de type semi-industriel ou industriel, dont les tailles varient de quelques milliers à plusieurs millions de poules. Si la part des basses cours a tendance à diminuer, ces dernières représentent encore 20 à 40% du cheptel de poules.

Dans les trois pays, le secteur de la génétique est aujourd'hui largement dominé par la présence de groupes étrangers. En élevages de poulets de chair, les souches Ross, Cobb et Arbor Acres dominent, en dindes, les souches lourdes sont majoritairement utilisées (BIG 6), même si les dindes medium T9 sont également présentes sur le marché polonais. Des souches locales continuent toutefois à être utilisées dans ces trois pays, essentiellement pour les petits élevages de basses-cours. Dans le secteur ponte, on note également une forte progression des parts de marché des souches étrangères.

Le maillon alimentation animale est celui qui a connu la plus forte restructuration, notamment en Pologne. Les capitaux étrangers y sont très présents (Provimi, Cargill, Eivalis,...), dans de plus grandes proportions comparé à la Hongrie et à la République tchèque. En Hongrie, le combinat Babolna est toujours leader pour la production d'aliments.

La Hongrie est un grand pays céréalier et parvient à répondre entièrement à la demande interne pour la fabrication d'aliments. En revanche, la Pologne et la République tchèque ne sont pas autosuffisantes en matières premières végétales, et notamment en maïs.

En Pologne, sous le régime communiste, le secteur de la production a échappé très largement à la collectivisation puisqu'en 1989, les fermes d'Etat et les coopératives ne représentaient que 10% de la production avicole. Les éleveurs polonais sont restés propriétaires de leurs bâtiments et élevages. A partir du début des années 1990, la filière s'est concentrée, avec le rachat de bâtiments d'élevage par les éleveurs les plus dynamiques de la filière. Aujourd'hui, les plus gros élevages sont souvent indépendants, ils possèdent jusqu'à 20 bâtiments (ce sont les éleveurs ayant le plus de capacités financières).

En Hongrie, l'industrialisation de l'aviculture hongroise s'est appuyée, au début des années 1970, sur de grandes structures collectives. La privatisation s'est ensuite effectuée progressivement et dès 1995 on comptait 90% des structures de production avicoles privatisées. Aujourd'hui, la plupart des éleveurs sont salariés de gros complexes. La filière tchèque était marquée avant 1989 par l'importance des grosses unités de production (coopératives ou fermes d'Etat), privatisées tardivement. La taille des structures a peu évolué depuis cette date.

La Hongrie présente un niveau d'intégration de la filière très élevé : on estime que près de 80% de la production avicole est intégrée. En République tchèque, 50% des éleveurs de chair seraient intégrés. Par contre, en Pologne, entre 35 et 50% de la production de dindes seraient intégrés et seulement 10% de la production de poulets.

La modernisation des usines d'abattage et de transformation a été permise par les aides européennes (programme SAPARD). La présence d'investissements étrangers est importante en Pologne où les capitaux des principaux groupes volailles polonais (Drosed, Drobimex-Heintz, Animex) sont détenus par de grands groupes mondiaux : LDC, Wiesenhof, Smithfield Food. Cette présence est moins grande en République tchèque, où le nombre d'entreprises est beaucoup plus réduit. Le secteur avicole hongrois connaît des difficultés à privatiser entièrement les structures de production.

La plupart des grandes enseignes de distribution européennes (Carrefour, Auchan, Tesco, Metro,...) sont présentes dans les trois pays étudiés. Le secteur de la distribution hongrois est considéré comme le plus moderne parmi les PECO, la présence des enseignes étrangères y est importante, avec 43% de parts de marché. La Pologne est encore marquée par la forte présence de commerces de proximité, en raison de l'importance du milieu rural dans ce pays.

Nette amélioration de la compétitivité technique et des coûts en Pologne

Les performances techniques en élevages de poulets sont assez comparables entre les trois pays étudiés et la France. Les élevages hongrois et tchèques étaient déjà, en 1996 et en 1997, très performants. La Pologne a quant à elle réalisé des progrès importants. La variabilité des résultats techniques (poids à l'abattage) semble toutefois plus importante en Pologne. Le niveau de performance technique des élevages de dindes polonais est proche du niveau allemand, avec un âge moyen à l'abattage et un indice de consommation très proches. En revanche, en Hongrie, les performances semblent légèrement inférieures, avec un indice de consommation et des mortalités élevées. En élevages de pondeuses, les performances techniques observées dans les trois pays sont comparables à celles observées en France. On notera les progrès enregistrés depuis la précédente étude réalisée en Pologne.

La Hongrie possédait en 1997 un avantage pour la production de céréales : le pays dispose de terres riches et d'un climat favorable. Elle a perdu cet avantage compétitif avec une

homogénéisation des prix au sein de l'UE depuis l'adhésion (fort recours à l'intervention en 2004). A l'inverse, les prix des céréales ont diminué en Pologne, en relation avec la suppression du système de garantie de prix minimum pour l'export, qui maintenait artificiellement le prix des céréales sur le marché intérieur à un niveau élevé jusqu'au 1er mai 2004 et deux années de très bonnes récoltes (2003 et 2004).

Comme nous l'avons vu précédemment, le niveau des salaires dans les trois NEM étudiés est largement inférieur au niveau observé au sein de l'UE à 15. Cependant, cet avantage est à nuancer compte tenu de la faible productivité de la main d'œuvre dans ces trois pays.

Les coûts de production en élevages de poulets de chair sont plus compétitifs en Pologne et en République tchèque par rapport à la France. La Hongrie semble avoir perdu son avantage concurrentiel par rapport à 1997. Les coûts de production du vif en élevages de dinde (dinde lourde) sont proches en Pologne, Hongrie et en Allemagne. Les coûts de production polonais et tchèques en œufs de consommation sont compétitifs par rapport aux coûts français. On notera la forte hétérogénéité des données récoltées en Pologne et notamment la compétitivité affichée par les grandes fermes de ponte, dont une partie de la production est destinée à l'export.

Perspectives et conclusions

La Hongrie reste encore un grand pays exportateur, mais les difficultés que traverse la filière depuis quelques années et une perte relative de compétitivité prix, l'ont empêchée de tirer partie des opportunités liées à l'adhésion, en termes de positionnement sur les marchés communautaires notamment. Cependant, l'arrivée de certains opérateurs, s'appuyant sur le modèle de production proposé à l'Ouest, pourrait relancer le dynamisme de la filière hongroise. Ces groupes ont profité de la liquidation de certains groupes pour racheter des outils de production. Le niveau de technicité et d'adaptation des outils aux normes communautaires était déjà élevé en 1997. La filière hongroise a su proposer une segmentation des produits, avec un développement des filières qualité pour le marché intérieur (mais les débouchés sont encore faibles) et pour l'export.

La filière polonaise, au contraire, a largement profité des opportunités liées à l'adhésion. Elle a entrepris une restructuration rapide de ses filières chair depuis 1997. La venue de capitaux étrangers et les aides européennes ont contribué à cette modernisation. La filière s'est adaptée aux exigences de l'Ouest, mais également de l'Est. Si pour l'instant le coût de la main d'œuvre est faible, il devrait peu à peu augmenter pour tendre vers les niveaux de l'UE, ce qui entraînerait une perte de compétitivité importante. Le niveau d'organisation des filières est pour l'instant insuffisant, mais les éleveurs sont désormais conscients de la nécessité de se regrouper et de s'organiser.

L'adhésion à l'UE n'a pas réellement offert d'opportunités pour la filière tchèque, en terme d'aides pour la modernisation des structures (le niveau de technicité des outils de production était déjà élevé avant l'intégration à l'UE) ou en terme de possibilités d'échanges vers les pays de l'UE ; au contraire, les importations ont fortement augmenté en 2004.